

**DEPARTEMENT DE HAUTE-MARNE**  
**COMMUNE DE MAIZIERES**

**ARRETE N° 05-2020**

**Objet : limites d'agglomération**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213.1 à L.2213-4 ;

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière - livre 1 - 5<sup>ème</sup> partie- signalisation d'indication des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics.

**Article 1** : Les Limites de l'agglomération au sens de l'article R110.2 du code de la route sont fixées ainsi qu'il est précisé dans le tableau ci-dessous, indiquant chaque entrée et sortie de la commune et leur positionnement suivant des coordonnées RGF 93 CC48.

<i>Route</i>	<i>Type</i>	<i>X</i>	<i>Y</i>
D247	Entrée	1852443.7476	7256749.3111
D247	Sortie	1852426.5738	7256741.4825
D179	Entrée	1852448.0621	7256881.9515
D179	Sortie	1852458.3960	7256886.7003
D179	Entrée	1853236.4090	7256766.6638
D179	Sortie	1853229.2397	7256756.7708
D180	Entrée	1852904.0620	7257193.8038
D180	Sortie	1852910.7659	7257186.8747

**Article 2** : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, sera mise en place par la commune à chaque fois que nécessaire et notamment cas de modification de leur précédent positionnement.

**Article 3** : Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**Article 4** : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux habituels prévus à cet effet dans la commune.

**Article 6 :** Conformément au code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 7 :** Le Maire et le Commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, ainsi que toutes autres forces de police ou représentants de la loi, de l'exécution du présent arrêté.

A Maizières-les-Joinville  
Le 15 octobre 2020  
Le Maire, Ode CHEVAILLIER



ODE CHEVAILLIER  
2020.11.09 16:20:09 +0100  
Ref:20201109\_151401\_1-1-O  
Signature numérique  
le Maire

Ode CHEVAILLIER